



Westminster & City News

NUMÉRO 44

Du 27 novembre au 3 décembre 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

L'activité britannique devrait se contracter de 11,2 % en 2020 selon l'OCDE – L'institution a publié ses nouvelles perspectives économiques le 1^{er} décembre ; le Royaume-Uni y figure comme le deuxième pays le plus affecté économiquement par la crise Covid après l'Argentine. Fin 2020, le PIB britannique serait encore 6,4 % en-dessous de son niveau de fin 2019. L'OCDE explique ce retard par rapport aux autres pays en raison d'une diffusion plus large du virus lors des première et deuxième vagues, et de confinements stricts qui ont conduit un choc économique « particulièrement soudain ». L'activité devrait croître de 4,2 % et 4,1 % en 2021 et 2022 respectivement, soutenue par la consommation des ménages et les dépenses publiques. Le taux de chômage atteindrait 7,4 % en 2021 (contre 4,8 % en septembre 2020), avec l'extinction du dispositif de chômage partiel en mars 2021. L'OCDE a prévenu que la sortie de l'Union européenne pèserait sur les importations et les exportations britanniques, particulièrement dans l'hypothèse d'une absence d'accord de libre-échange d'ici la fin de la période de transition au 31 décembre 2020.

Le Retail Price Index ne sera plus utilisé comme mesure d'inflation à partir de 2030 au RU – Le *Retail Price Index* (RPI) n'est plus la mesure référence d'inflation de l'institut statistique britannique (ONS) depuis 2013 au profit du *Consumer Price Index* (CPI) ou *Consumer Price Index including Housing costs* (CPIH) car il surestimerait la croissance annuelle des prix de près de 1 point de pourcentage. Le RPI continue cependant d'être utilisé comme référence pour les obligations britanniques indexées sur l'inflation, un marché de l'ordre de 400 Md£. Le Chancelier de l'Echiquier R. Sunak a indiqué le 25 novembre que ces obligations seraient indexées à partir de 2030 sur le CPIH, ce qui entraînera une baisse de rémunération pour les détenteurs de gilts indexés sur l'inflation. L'OBR a estimé que cette réforme représentera une économie de 2 Md£ par an pour le gouvernement ; R. Sunak a indiqué que les détenteurs de ces obligations ne seront pas compensés. Au-delà des paiements d'intérêts sur les obligations, la réforme devrait également avoir un impact sur le prix des transports, le remboursement des prêts étudiants et les contrats téléphoniques.

Le PMI manufacturier se redresse à 55,6 en novembre contre 53,7 en octobre – L'indice d'activité manufacturière de Markit a été soutenu par la hausse de l'indice de stock des achats et une baisse de l'indice du temps de livraison des fournisseurs (signalant que les entreprises attendent plus longtemps pour leurs composants importés). Ces deux tendances sont expliquées par le comportement de stockage des entreprises manufacturières britanniques en amont de la fin de la période de transition entre le Royaume-Uni et l'UE, soulignant les inquiétudes sous-jacentes sur la conclusion d'un accord de libre-échange. Le secteur manufacturier semble avoir moins souffert du deuxième confinement, mais son activité devrait être contrainte en début d'année prochaine par un changement dans la demande des exportations, même si un accord était trouvé entre le RU et l'UE. A noter que l'entreprise d'analyse financière S&P Global a annoncé l'acquisition du cabinet Markit qui produit les PMI pour une valeur de 44 Md de dollars. L'opération pourrait être finalisée au second semestre 2021.

Les prix immobiliers ont augmenté de 6,5 % en novembre en glissement annuel après 5,8 % en octobre – Les données de Nationwide indiquent que le prix de vente moyen a augmenté de 13 300 £ ou 6,2 % depuis juin, depuis l'introduction d'une exonération temporaire des droits de mutation à titre onéreux pour les transactions immobilières inférieures à 500 000 £ (contre un plafond à 125 000 £ auparavant). D'après le cabinet d'analyses Panthéon Macroeconomics, cette mesure représente une économie de 2 100 £ en moyenne par acquisition, ce qui ne compense pas la hausse des prix immobiliers constatée. Dans le même temps, d'après des données de la Banque d'Angleterre (BoE) publiées ce lundi, le nombre de prêts hypothécaires accordés par les banques a atteint un pic en octobre depuis 13 ans, avec 97 532 approbations de prêts, contre 92 091 en septembre. Cette reprise apparaît de plus en plus en décalage avec la conjoncture et les perspectives économiques de l'économie et une hausse du chômage du fait du Covid, ainsi qu'avec le marché plus large des prêts nets à la consommation, qui ont chuté de 590 M£ de livres au cours du même mois, en grande partie en raison du remboursement des dettes liées aux cartes de crédit.

COMMERCE

Les exportations du Royaume-Uni en direction de ses principaux partenaires extra-européens ont reculé en 2020 – Selon le FT, les exportations britanniques en direction de l'Asie, en particulier de la Chine et de la République de Corée, auraient perdu des parts de marché sur la période mars-septembre 2020, contrairement à plusieurs pays de l'UE. La valeur des biens exportés depuis le Royaume-Uni vers la Chine a ainsi reculé de 18% aux T2 et T3 2020, tandis qu'elle a augmenté de 1,1% et de 5,5% pour les exportations en provenance d'Allemagne et d'Italie. Ce repli des exportations britanniques par rapport à celles de plusieurs pays de l'UE est également observable vis-à-vis des Etats-Unis. En dépit de l'optimisme volontaire du gouvernement britannique, désireux de renforcer ses liens commerciaux avec Washington, les Etats-Unis ont importé dans les six mois précédant septembre 2020 près de 23 Md\$ de biens en provenance du RU – contre 52 Md\$ pour ceux en provenance d'Allemagne – soit une contraction de 29,3% en glissement annuel.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS

La Financial Conduct Authority évalue sa politique de plafonnement des prix sur le marché de la location avec option d'achat – [L'évaluation](#) de cette approche introduite depuis avril 2019 montre que le plafonnement des prix a été efficace pour réduire les prix facturés par les entreprises de 'rent-to-own'. Selon les estimations de la FCA, le plafonnement a entraîné une baisse moyenne des prix de 19 % pour les deux plus grandes entreprises présentes sur le marché : le prix de certains financements à long terme (plus la livraison et l'installation) avait atteint 3,6 fois le prix de détail moyen avant plafonnement - contre 2,3 post-plafonnement. D'après l'évaluation, les entreprises de RTO n'ont pas cherché à augmenter d'autres prix ou charges pour compenser les revenus perdus en raison du plafonnement.

L'ICE Benchmark Administration (IBA) lance une consultation sur la fin de la publication du LIBOR en dollar – La [consultation](#), qui prendra fin en janvier 2021, est consécutive à celles sur la fin du LIBOR pour l'euro, la livre sterling, le franc suisse et le yen pour la fin 2021. La FCA a salué l'annonce, qui encouragera une transition rapide, tout en laissant le temps de traiter les contrats qui font référence au LIBOR USD. La FCA a également annoncé qu'elle pourra exercer les nouveaux pouvoirs qui lui sont accordés dans le cadre de la *Financial Services Bill* présentée au Parlement le 21 octobre 2020 pour interdire tout ou partie de l'utilisation d'un indice de référence critique tel que le LIBOR suite à la confirmation de son abandon, aux fins de protéger les consommateurs ou l'intégrité du marché. La FCA annoncera également une consultation au T2 2021 sur l'utilisation de ce pouvoir. Ce dernier fera l'objet d'une disposition particulière dans la *Financial Services Bill* qui devra être approuvée par le Parlement.

La Banque d'Angleterre lance une facilité de dépôts compatible avec la finance islamique – La nouvelle facilité de dépôt sans intérêt (*alternative liquidity facility*, ALF), compatible avec la loi islamique, est présentée comme la première facilité de ce type offerte par une banque centrale occidentale. Elle sera opérationnelle à partir du premier trimestre 2021. Structurée sur le principe de la wakalah, l'ALF offrira aux banques islamiques britanniques une plus grande flexibilité pour répondre aux exigences en matière d'actifs liquides de haute qualité (HQLA), leur permettant de détenir des actifs dans un environnement non basé sur les intérêts. Cette innovation

devrait, selon la [BoE](#), renforcer la place du Royaume-Uni en tant que premier centre financier international pour la finance islamique en dehors du monde musulman.

Le mois de novembre a été le meilleur mois pour le marché des actions britanniques depuis plus de 30 ans – Le FTSE 100 a été stimulé par l'optimisme croissant au regard du déploiement prochain d'un vaccin efficace contre la Covid-19 et la perspective d'une reprise économique plus rapide et robuste. L'indice a augmenté en valeur de plus de 180 Md£, soit 12,4 %, en novembre, la plus forte performance mensuelle depuis janvier 1989, lorsque le marché avait performé de 14,4 %. Toutefois, plusieurs analystes estiment que les actions britanniques affichent des sous-performances malgré le rebond de novembre dans un environnement marqué par le Brexit et les incertitudes économique sous-jacentes.

BANQUES & ASSURANCES

Un nouveau dispositif est créé pour faciliter la résolution des litiges entre les banques et les PME – Ce service, qui devrait être opérationnel dès le début 2021, est le résultat d'une initiative de place mobilisant plusieurs banques représentant à ce stade 80% du marché britannique. Son objectif est de permettre et de faciliter la résolution des litiges entre le secteur bancaire et les PME et, ce faisant, de renforcer la confiance entre les acteurs de marché et les petites entreprises. Le service, géré par Samantha Barrass, se veut gratuit et indépendant même s'il sera financé par les banques participantes. Cette voie de dialogue et de résolution des litiges sera ouverte à toutes les entreprises dont les requêtes ne seraient pas éligibles auprès du *Financial Ombudsman Service*.

Des députés conservateurs demandent au Premier ministre de sanctionner les banques britanniques à Hong Kong pour leur coopération avec la Chine – Un rapport du groupe parlementaire sur la Chine, *China Research Group*, mené par les députés conservateurs Tom Tugendhat et Neil O'Brien, préconise que les autorités britanniques devraient sanctionner les banques qui contribuent à la mise en œuvre de la loi sur la sécurité nationale imposée par Pékin à Hong Kong. Le rapport souligne que les grandes banques ayant des activités à Hong Kong ont reçu l'ordre de Pékin de signaler les transactions financières qui pourraient être en violation de la nouvelle législation. Parmi elles figurent HSBC, Standard Chartered, Barclays et NatWest. HSBC et Standard Chartered [avaient déjà été fortement critiquées](#) pour leur attitude vis-à-vis des autorités chinoises.

Barclays annonce la mise en place d'un nouveau tableau de bord pour suivre ses progrès vers un portefeuille net zéro – Dans une lettre aux actionnaires publiée le 1^{er} décembre, le président du groupe britannique, Nigel Higgins, a annoncé le lancement d'un nouveau tableau de bord climatique - baptisé *BlueTrack* - qui vise à suivre les progrès du portefeuille de Barclays par rapport aux objectifs de décarbonation de la banque. Le tableau de bord et sa méthodologie seront mis en ligne conjointement avec les sources des données. La méthodologie, qui a vocation à être améliorée et affinée au fil du temps, utilisera un mélange de mesures relatives (émissions par unité de production) et absolues des émissions pour suivre les progrès. D'après M. Higgins, à mesure que les émissions liées à un portefeuille diminueront, le suivi basculera sur une mesure absolue, avec un objectif final de zéro net.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Emmanuel Massé
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Emma Cervantes, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 3 décembre 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T3 2020	Moyenne sur 3 ans
PIB en glissement annuel		-6,3%	-0,5%
PIB en glissement trimestriel		15,5%	0,0%
PIB par habitant		15,4%	-0,2%
Inflation (IPC)		0,6%	1,9%
Evolution de la demande	Investissement	15,1%	0,2%
	Consommation	18,3%	-0,3%
	Dépenses publiques	7,8%	-0,2%
	Exportations (B&S)	5,1%	-0,1%
	Importations (B&S)	13,2%	-0,5%
Evolution de la production	Secteur manufacturier	18,8%	-0,8%
	Secteur de la construction	41,9%	-0,1%
	Secteur des services	14,2%	-0,6%
Parmi les services	Finance et assurances	2,2%	-0,4%
	Ventes au détail	17,3%	0,6%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T3 2020	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		4,8%	4,1%
Taux d'emploi		75,3%	75,8%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	28,5	31,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	-2,0%	-0,3%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,4%	0,7%
Salaires réels	Croissance annuelle	2,9%	0,3%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	-2,5%	0,3%
Taux d'épargne des ménages		29,1%	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T3 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-10,1%	-3,3%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	101,2%	84,9%
Investissement public net	-2,3%	-2,1%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T3 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-1,7%	-4,3%
Balance des B&S		1,2%	-1,0%
Balance des biens		-3,9%	-6,0%
Balance des services		5,1%	5,0%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,10	1,13
	GBP/USD	1,29	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard.

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible. Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.